

Mardi après-midi, 12 septembre 2017

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale**65 2017.RRGR.355 Motion 123-2017 PBD (Schwaar, Wileroltigen)
Menace d'effondrement financier – quel traitement l'Hôpital de l'Ile s'administre-t-il?**

N° de l'intervention: 123-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 06.06.2017
Déposée par: PBD (Schwaar, Wileroltigen) (porte-parole)
PBD (Herren-Brauen, Rosshäusern)
PBD(Etter, Treiten)
Cosignataires: 10
Urgence accordée: Oui 08.06.2017
N° d'ACE: 826/2017 du 16 août 2017
Direction: Direction de la santé publique
et de la prévoyance sociale

Menace d'effondrement financier – quel traitement l'Hôpital de l'Ile s'administre-t-il?

Le Conseil-exécutif est chargé:

1. d'acquérir des connaissances détaillées sur les répercussions concrètes auxquelles il faut s'attendre sur le produit de l'Hôpital de l'Ile, si l'indice de casemix (ICM) devait chuter encore davantage en raison de la prise en charge des cas dits plus simples (prise en charge sans conditions de la clinique universitaire), et sur la stratégie avec laquelle le groupe de l'Ile entend y remédier;
2. d'expliquer concrètement comment le groupe de l'Ile peut garantir les futurs «grands» investissements et éventuels remboursements après la fixation définitive du prix de base convenu entre le canton et les assureurs-maladie, dans le cas d'une diminution du prix de base et d'une baisse du nombre de cas;
3. d'examiner de quelle façon il est possible d'empêcher que la prise en charge des prestations d'intérêt général incombe au canton.

Développement:

Point 1:

L'indice de casemix (CMI) d'un hôpital indique la complexité des cas qui y sont traités. A la lumière des connaissances actuelles, on peut supposer que le CMI de l'Hôpital de l'Ile a nettement chuté ou, dans le meilleur des cas, a pu être maintenu à un bas niveau après sa fusion avec Spital Netz Bern AG pour former le groupe de l'Ile. Cette baisse est le résultat d'un mélange des traitements complexes avec les cas qui n'ont pas nécessairement besoin d'être traités à l'Hôpital de l'Ile, qui a des capacités universitaires. Tout laisse penser qu'un plus grand nombre de patients encore pourrait être pris en charge à des conditions plus économiques dans les hôpitaux de soins généraux de Tiefenau, Aarberg, Belp, Münsingen et Riggisberg. Le Conseil-exécutif est donc prié de présenter les conséquences détaillées de ce mélange. La stratégie que poursuit le groupe de l'Ile a un grand intérêt politique, car le canton de Berne participe à hauteur de 55 pour cent au coût des traitements dans l'assurance de base.

Point 2:

Le groupe de l'Ile se prépare pour l'avenir: d'après son «Masterplan», il prévoit de réaliser plusieurs projets de construction de grande envergure. Les travaux de rénovation de la clinique pédiatrique sont déjà terminés, et la rénovation urgente de la maternité va prochainement démarrer. Parallèlement à cela, la planification des constructions nouvelles pour un centre de cardiologie et de chirurgie cardiovasculaire, un centre de neurologie ainsi que d'autres cliniques spécialisées, toutes re-

liées à l'actuel centre des soins intensifs, des urgences et de chirurgie (IUC) à proximité, suit son cours.

Un centre consacré aux organes et aux tumeurs est également à l'étude. Tous ces travaux mobilisent des ressources financières et humaines colossales. D'après Swiss DRG, les investissements doivent être financés par une part de la rémunération des prestations. Une autre difficulté réside dans le fait que la fixation définitive du prix de base tarde systématiquement. Le risque réside dans l'obligation de rembourser les garants si le prix de base est établi à un niveau inférieur de celui convenu précédemment. Or il y a de sérieuses raisons de présumer que le prix de base poursuivra sa chute, que les cas «simples» augmenteront à la clinique universitaire et que le nombre global de cas, d'une manière générale, stagnera. Tous ces facteurs influent considérablement sur les recettes du groupe de l'Ile. On peut légitimement se demander comment celui-ci entend assumer ses charges financières sans que le canton de Berne se trouve dans l'obligation de régler les prestations d'intérêt général. Il est nécessaire d'apporter une clarification rapide.

Point 3:

La situation décrite peut avoir des conséquences fâcheuses pour le canton de Berne. Si les provisions pour les investissements s'avéraient insuffisantes, le canton pourrait être dans l'obligation de participer financièrement. Il faut donc anticiper et chercher comment éviter cette situation. Une situation financière difficile attend le canton et ne peut dès lors se permettre de payer pour les prestations d'intérêt général.

Motivation de l'urgence: Compte tenu de l'actualité, il est nécessaire d'examiner au plus tôt quelles dépenses supplémentaires pourraient incomber au canton.

Réponse du Conseil-exécutif

Point 1

Alors que l'Hôpital de Ile a traité un nombre de cas en constante progression de 2012 (37 826) à 2015 (43 694), son indice de casemix (CMI) a diminué pendant le même période (1,550 en 2012, 1,490 en 2015). Cette tendance s'est poursuivie en 2016 (45 476 cas, CMI de 1,450) après sa fusion avec Spital Netz Bern AG pour former le groupe de l'Ile (Insel Gruppe AG). La hausse du nombre de cas lui a toutefois permis de compenser le manque à gagner dû à la chute du CMI et il est parvenu à accroître sa productivité (casemix global: 58 845 en 2012; 65 941 en 2016)¹.

Une comparaison des cinq hôpitaux universitaires suisses montre que l'Hôpital de Ile de Berne est en bonne position s'agissant du nombre de cas et de l'indice de casemix, malgré la légère baisse de ce dernier. Seul l'hôpital universitaire de Zurich (USZ) affiche un CMI supérieur (1,568 en 2012, 1,559 en 2016). Cette différence s'explique notamment par la durée de séjour moyenne plus longue de sa patientèle (6,8 jours contre 5,8 à l'Hôpital de Ile), un facteur qui peut faire augmenter le CMI (pour des cas de gravité similaire). A noter que depuis 2012, cet indice a baissé dans presque tous les établissements universitaires (voir tableau ci-dessous).

Indice de casemix des cinq hôpitaux universitaires de 2012 à 2015

Etablissement	2012	2013	2014	2015
Hôpital de l'Ile de Berne	1,550	1,542	1,533	1,490
Hôpital universitaire de Bâle	1,301	1,330	1,341	1,296
Hôpitaux universitaires de Genève	1,199	1,162	1,203	1,203
Centre hospitalier universitaire vaudois	1,396	1,456	1,444	1,392
Hôpital universitaire de Zurich	1,568	1,545	1,542	1,536

Source: Office fédéral de la santé publique: chiffres-clés des hôpitaux suisses (2012 à 2015)²

La direction du groupe de l'Ile estime que le repli du CMI provient essentiellement d'un effet dit de catalogue, à savoir de la revue à la baisse de divers diagnostics par SwissDRG lors de l'adaptation annuelle de son catalogue. La régression de l'indice s'explique aussi par le fait que la durée d'hospitalisation moyenne des cas complexes a pu être écourtée au cours des dernières années

¹ Source : statistique médicale des hôpitaux 2012 et 2016, données fournies conformément à l'article 48 de l'ordonnance du 23 octobre 2013 sur les soins hospitaliers (OSH ; RSB 812.112), en corrélation avec l'annexe 5.

² Chiffres disponibles à l'adresse <https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/service/zahlen-fakten/zahlen-fakten-zu-spitaelern/kennzahlen-der-schweizer-spitaeler.html>

grâce une prise en charge plus efficace, entraînant un recul des recettes dans le système Swiss-DRG. D'après la direction, la valeur du CMI, qui reflète la charge financière induite par le traitement d'un cas moyen, ne suffit pas à évaluer exhaustivement la part des prestations de clinique universitaire fournies par l'Hôpital de l'Ile. Des dépenses inférieures ne signifient pas forcément qu'il ne s'agit pas de prestations de ce type, relève-t-elle.

La direction précise encore qu'elle a adopté un modèle de soins à plusieurs niveaux définissant les tâches de l'hôpital universitaire, de l'hôpital central et des hôpitaux périphériques. L'aiguillage des patients et des patientes selon l'indication médicale, qui permet un usage optimal des ressources au sein du groupe, recèle un important potentiel de synergie.

Le Conseil-exécutif est convaincu que ce modèle échelonné de prise en charge constitue un prérequis essentiel à l'amélioration des processus de traitement centrés sur le patient, tant du point de vue de la qualité que de l'économicité. C'est pourquoi il a inclus ce principe dans la nouvelle planification des soins 2016 qu'il a adoptée le 14 décembre 2016³. Il fait confiance à la direction du groupe de l'Ile pour appliquer le modèle en question et exploiter les effets de synergie qui en résultent aux divers niveaux de l'entreprise.

Le gouvernement reconnaît cependant, à l'instar du motionnaire, le besoin de données encore plus précises. En effet, il n'est pas exclu que davantage de patients et de patientes de l'agglomération bernoise aient recouru aux services du groupe depuis la fermeture de l'hôpital Ziegler à fin août 2015, alors que leur traitement ne nécessitait pas l'intervention d'un hôpital universitaire. Le canton de Berne a donc tout intérêt à analyser de manière approfondie l'évolution du CMI de l'Hôpital de l'Ile de même que, d'entente avec ce dernier, l'état de la mise en œuvre des aspects de sa stratégie d'entreprise ayant trait au modèle de soins à plusieurs niveaux. C'est pourquoi le Conseil-exécutif propose au parlement d'adopter le point 1 de la motion sous forme de postulat.

Point 2

La responsabilité entrepreneuriale du groupe de l'Ile revient à son conseil d'administration. C'est lui qui approuve le plan d'affaires à long terme de l'entreprise ainsi que sa révision annuelle. Il peut ainsi décider de le modifier – en adaptant par exemple les programmes d'investissement – sur la base d'une analyse des changements possibles tels que le projet de l'Office fédéral de la santé publique de réviser certaines parties du TARMED, une nouvelle donne tarifaire ou les perspectives de croissance et leurs implications financières (possibilités de refinancer les investissements, entre autres).

Le risque tarifaire fait l'objet tous les ans d'une évaluation séparée. Suivant son résultat, le conseil d'administration décide de constituer des provisions qui figurent dans les comptes annuels vérifiés par l'organe de contrôle.

Dans le cadre de la négociation du prix de base SwissDRG, le groupe de l'Ile est parvenu à un accord contractuel avec l'assurance Visana et la communauté d'achat HSK pour les années 2012 à 2018. La réussite d'autres négociations pourrait l'aider à diminuer encore son risque entrepreneurial. La SAP prévoit par ailleurs de proposer au Conseil-exécutif d'ici à fin 2017 de fixer un prix de base définitif. Si celui-ci faisait l'objet d'un recours, le Tribunal administratif fédéral mettrait un terme à la période d'incertitude en rendant une décision finale.

Le Conseil-exécutif propose d'adopter et de classer le point 2 de la motion.

Point 3

En édictant la loi sur les soins hospitaliers (LSH), le législateur a consciemment renoncé à instaurer un pilotage ou un monitoring strict des investissements hospitaliers et n'a pas non plus prévu de couverture de déficit par le canton. Ce dernier a néanmoins la possibilité de commander séparément et de financer des prestations dites d'intérêt général (formation postgrade en médecine ou prestations de base fixes nécessaires à la couverture en soins, p. ex.) qu'un établissement ne devrait pas fournir s'il ne recevait pas de mandat à cet effet. Le canton peut en outre accorder aux hôpitaux des contributions aux restructurations ou aux investissements (art. 70 ss LSH).

Le Conseil-exécutif propose d'adopter et de classer le point 3 de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: adoption sous forme de postulat

Chiffre 2: adoption et classement

³ Cf. arrêté du Conseil-exécutif n° 1380 du 14 décembre 2016 *Rapport concernant la planification des soins 2016 selon la loi sur les soins hospitaliers*, p. 68 ss et 86, disponible à l'adresse https://www.rr.be.ch/rr/fr/index/rrbonline/rrbonline/suche_rrb/beschluesse-detailseite.gid-f1260ad39ab94432be75e1812d7c497e.html

Chiffre 3: adoption et classement

La présidente. Wir kommen zum Traktandum 65. Auch dieses ist eine Motion. Die Regierung hat hier ziffernweise Annahme als Postulat, Annahme mit gleichzeitiger Abschreibung und Annahme mit gleichzeitiger Abschreibung beantragt. Wir führen eine freie Debatte und ich gebe dem Motionär das Wort.

Daniel Schwaar, Wileroltigen (PBD). Hirslanden Bern ist mein Arbeitgeber, und damit ist die Interessenbindung auch bereits offengelegt. Nun komme ich zum Vorstoss der BDP. Zuerst danken wir dem Regierungsrat für die Beantwortung dieser Motion. Inhaltlich haben wir in einem Punkt eine abweichende Meinung. Ich werde später darauf zurückkommen.

Was war für uns der Trigger für diese Motion? Warum möchte die BDP, dass der Regierungsrat genauer hinschaut? Es geht aus unserer Sicht im Wesentlichen um zwei Anliegen. Erstens ist seit dem Zusammenschluss des Inselspitals zur Insel Gruppe AG mit Anbindung des Tiefenauspitals den Spitälern Aarberg und Münsingen sowie jetzt der Schliessung des Zieglerspitals der Case-Mix-Index (CMI) im Inselspital in den letzten Jahren stetig gesunken und zwar von 1,55 auf 1,45. Der Case-Mix-Index bezeichnet die durchschnittliche Summe der Behandlungskomplexität aller behandelten Patienten in einem Spital. Vieles deutet darauf hin, dass in diesem Fall Komplexbehandlungen zunehmend mit einfacheren Fällen durchmischt werden. Das hat leider negative Folgen für die Ertragssituation. Sie verschlechtert sich trotz steigender Fallzahlen. Die Unternehmensführung der Insel verweist auf die Gründe des Rückgangs des CMI durch die jährlichen Anpassungen des DRG-Katalogs mit den möglichen Tarifabwertungen gewisser Behandlungen. Ebenso führt der Rückgang der durchschnittlichen Verweildauer zu einer Absenkung des CMI. Das gilt allerdings nur im Fall der sogenannten Low Outlier. Dazu gehören Patienten, die vor dem Erreichen der unteren Verweildauer aus dem Spital austreten. Sogenannte Inlier führen im Speziellen nicht zu einem Abschlag beim DRG. Darauf geht der Regierungsrat in seiner Antwort nicht explizit ein.

Gesamthaft führt das zu einem tieferen Fallertrag. Um dem entgegenzuwirken, braucht die Insel Gruppe AG eine klare Strategie. Ihr Zauberwort heisst abgestufte Versorgung und meint einfache Fälle an die Grundversorgungskliniken, also die Spitäler Tiefenau, Aarberg und Münsingen. Komplexere Fälle sollen richtigerweise in der Zentrums klinik im Inselspital behandelt werden. Die Umsetzung der Strategie der Patiententriage muss uns hier im Saal stark interessieren. Ich gebe Ihnen ein Beispiel einer Gallenblasenoperation, der Einfachheit halber mit einem Kostengewicht von 1,0 bei einem grundversicherten Patienten. Aufgrund der unterschiedlichen Baserate kostet die Operation am Inselspital ungefähr 11 000 Franken, am Tiefenauspital beispielsweise hingegen nur 9500 Franken. Das bedeutet, dass für den Kanton Bern bei der gesetzlich geregelten 55-prozentigen Kostenübernahme eine Differenz von 825 Franken für die gleiche Operation resultiert; dies zu Lasten des Staatshaushalts. Dieser Einzelfall hochgerechnet auf ein Geschäftsjahr ergibt für den Kanton Bern eine erhebliche Summe. Damit ist erklärt, warum die Behandlung im Sinn der abgestuften Versorgung eigentlich in einem Grundversorgungsspital der Insel Gruppe AG durchgeführt werden müsste.

Um dieser Sachlage weiter auf den Grund zu gehen, braucht es zusätzlich weitere datenbasierte Informationen. Zweitens ist es für uns wichtig, dass der Kanton grundsätzlich keine gemeinwirtschaftlichen Leistungen erbringen muss, die nicht gemäss KVG vorgesehen sind. Ganz speziell meinen wir in diesem Zusammenhang die Refinanzierung von Investitionen. Ich erinnere an dieser Stelle an den Masterplan der Insel Gruppe AG, welcher die umfassenden Neubauten und Generalsanierungen beschreibt. Der Masterplan bringt in der Umsetzung enorm grosse finanzielle Belastungen mit sich, welche die Insel Gruppe AG selber tragen muss. Ein aktuelles Projekt steht sozusagen auf der Schwelle zu diesem Saal. Ich spreche von der Sanierung der Frauenklinik. Diese wird geschätzte 100 Mio. Franken verschlingen, wovon 35 Mio. Franken auf die Sanierung der Baumängel entfallen. Wir werden uns demnächst über den Antrag der Insel Gruppe AG über eine Kostenbeteiligung beschäftigen müssen. Die Absicherung der Finanzierung aller baulichen Massnahmen gemäss Masterplan ist grundsätzlich Sache der Insel Gruppe AG und nicht des Kantons. Da der Kanton aber 100-Prozent-Aktionär der Insel Gruppe AG ist, genügt die unternehmerische Verantwortung des Verwaltungsrats nicht und der Kanton muss sich seiner Verantwortung ebenfalls bewusst werden. Einen finanziellen Kollaps wird schlussendlich der Kanton respektive werden die Steuerzahler berappen müssen. Dazu genügt uns die Antwort des Regierungsrats nicht. Der Verweis auf die verwaltungsrätlichen Kompetenzen mag zwar stimmen, blendet aber die Tatsache des Risikos für den Kanton völlig aus.

Ich komme zum Schluss. Aus all diesen Gründen ist die BDP-Fraktion in Punkt 1 mit Annahme als Postulat und in Punkt 3 mit Annahme der Motion bei gleichzeitiger Abschreibung, gleicher Meinung wie die Regierung. Bei Punkt 2 danken wir, dass die Regierung die Motion annimmt, wir werden aber die gleichzeitige Abschreibung bestreiten und bitten Sie, dies ebenfalls zu tun. Vielen Dank für Ihre Unterstützung.

La présidente. Habe ich das richtig verstanden? Sie haben sowohl als Motionär wie auch als Sprecher für die BDP-Fraktion gesprochen? – Gut. Nun hat Grossrätin Mühlheim für die glp-Fraktion das Wort.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Ich werde die Ausführungen meines Vorredners, warum genau der CMI im Inselspital nicht mehr so ist, wie er vorher war, hier nicht diskutieren. Dies nicht, weil es mich nicht interessieren würde, sondern weil es nicht unser Job ist. Wir haben hier vor vier Jahren ein Spitalversorgungsgesetz verabschiedet, in dem eigentlich klare Spielregeln aufgestellt wurden und festgelegt wurde, was der Job eines Grossrats, eines Regierungsrats und unserer Spitäler ist, wenn wir in eine AG auslagern. Wir haben festgelegt, dass die Regierung den Verwaltungsrat und damit die strategische Ebene bestimmt, und wir haben der Regierung gesagt, dass gut daran getan sei, den Verwaltungsrat eines Spitals umsichtig zusammenzusetzen. Ich bin sehr froh, dass wir hier mit der neuen Regierung neue Zeichen erhalten haben. Damit gehört die unsägliche Diskussion darüber, einfach Regionalpolitik zu betreiben und Grossräte in den Verwaltungsrat zu setzen, der Vergangenheit. Ich bin froh, dass man heute primär auf Know-how und die verschiedenen Anforderungen setzt, welche man für ein heutiges Spital braucht, um in Zukunft bestehen zu können. Wir erwarten vom Regierungsrat, dass er auch in Zukunft ein sehr scharfes Auge hat und eine enge Kontrolle betreibt, in welcher Art er einen Verwaltungsrat bestimmt. Das braucht es auch in der Insel Gruppe AG, weil es das grösste Spital in der ganzen Schweiz ist und vor grossen Herausforderungen steht.

Aus diesem Grund bin ich mit der Antwort des Regierungsrats sehr zufrieden. Nicht zuletzt, weil ersichtlich ist, dass er nahe dran ist und sehr wohl weiss, welche Funktion er innehat, während aber ganz klar ist, dass keine Übersteuerung passieren soll. Namentlich eine Übersteuerung in dem Sinn, was hier eben der Motionär will, indem er sagt, der Regierungsrat solle uns konkrete Ausführungen zu diesen und jenen operativen Zahlen machen. Kolleginnen und Kollegen, das ist eigentlich nicht unser Job. Und es ist nicht der Job des Regierungsrats. Er sagt auch klar in der Antwort zu Ziffer 2, er führe die Insel Gruppe AG nicht. Er hat zwar eine Kontrollaufgabe und die Aufgabe, den Verwaltungsrat einzusetzen, jedoch nicht mehr und nicht weniger. Und damit hat er genug zu tun. Aus diesem Grund sind wir ein bisschen unglücklich darüber, dass der Regierungsrat Punkt 2 als Motion annehmen will, weil es ein falsches politisches Signal ist. Wir hätten ein Postulat mit gleichzeitiger Abschreibung bevorzugt. Denn die Antwort signalisiert klar, dass Themen um die Insel Gruppe AG existieren und dass grösste Herausforderungen bestehen; nicht zuletzt die seit sechs Jahren nicht abgeschlossenen Fragestellungen mit der Krankenkasse. Es ist eigentlich eine immense Problematik, die hier besteht. Es sind über 70 Mio. Franken, die hier rückgestellt sind und wir wissen bis heute nicht, ob es in der Zukunft ausreichen wird. Und wenn das nicht ausreichen wird mit den Verhandlungen, dann wird es den Kanton am Kopf treffen; das sage ich Ihnen.

Aber das ist in der Vergangenheit passiert und wir müssen in die Zukunft schauen. Aus diesem Grund werden wir klar die Antwort der Regierung, so wie sie hier steht, unterstützen. Dies mit einem weinenden Auge bei Punkt 2, weil wir ihn gerne als Postulat gesehen hätten, um so nicht wieder falsche Begehrlichkeiten zu wecken, es sei unser Job hier im Grossen Rat, hier Ausführungen zum Inselspital zu diskutieren. Danke für die gute Antwort des Regierungsrats. Wir werden weiterhin ein Auge, gemäss unserer Kompetenz, auf der Insel Gruppe haben, wie bei allen anderen Spitälern auch. Wir haben festgelegt, welchen Spielraum der Grosse Rat hat – sicher nicht jenen, der hier verlangt wird.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Sie haben es bereits von Barbara Mühlheim gehört: Die Antwort der Regierung auf die Motion ist gut. Sie ist auch für die SVP-Fraktion schlüssig und vollständig. In der Antwort zu Ziffer 1 wird insbesondere aufgezeigt, wie der Regierungsrat einen Prüfungsauftrag, den wir ihm geben wollen, erledigen will. Wichtig ist vor allem auch, dass der Regierungsrat bei der Entwicklung des Case-Mix-Index beim Inselspital genau hinschaut und das überprüfen lässt. Mehr kann aber der Regierungsrat, unter den momentan bestehenden Rahmenbedingungen, nicht tun. Dessen müssen wir uns bewusst sein. Auch in den Antworten zu den Ziffern 2

und 3 weist der Regierungsrat auf die Rahmenbedingungen hin. Diese ergeben sich aus dem Spitalversorgungsgesetz. Barbara Mühlheim hat es vorhin erwähnt. Es gibt Tarmed und KVG von denen vieles abhängt und auch die Versicherer und die Verhandlungen mit ihnen spielen eine grosse Rolle. Vor allem ist die klare Trennung der Verantwortlichkeiten wichtig. Der Verwaltungsrat der Insel Gruppe AG ist derjenige, der die Verantwortung übernehmen muss. Die unternehmerische Verantwortung liegt beim ihm. Der Verwaltungsrat ist verantwortlich für den Businessplan. Der Verwaltungsrat ist verantwortlich für die laufende Prüfung der Risiken. Er ist auch verantwortlich für die geplanten Investitionen und deren Finanzierung. Wir können dem Verwaltungsrat diese Verantwortung nicht abnehmen. Wenn wir die Ziffer 2 als Motion überweisen und dann nicht abschreiben, mischen wir uns genau in diese Verantwortung ein. Und das möchte ich nicht. Das dürfen wir nicht. Es muss ganz klar sein. Wir haben im Spitalversorgungsgesetz beschlossen, dass am Schluss der Verwaltungsrat, auch dem Kanton und der Regierung gegenüber, verantwortlich ist.

Ich möchte Ihnen beantragen, den Vorstoss so zu überweisen, wie es der Regierungsrat beantragt, bei Ziffer 1 Annahme als Postulat und bei den beiden anderen Ziffern Annahme mit gleichzeitiger Abschreibung. Alle diejenigen, die das Gefühl haben, man müsse Ziffer 2 nicht abschreiben, lesen Sie bitte einmal die Forderung dieser Ziffer. Ich verstehe nicht wirklich, was die BDP damit will. Was heisst «konkrete Ausführungen darüber zu machen»? Bedeutet es, dass wir am Schluss die Verantwortung übernehmen können? Ich verstehe es nicht. Wenn man diesen Punkt annimmt, dann schreibt man ihn auch gleichzeitig ab.

Stefan Jordi, Berne (PS). Es ist selten, dass wir mit Vorrednerinnen und Vorredner anderer politischer Lager einig sind. Aber hier ist es der Fall. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion stimmt der Argumentation und der Meinung des Regierungsrats vollumfänglich zu, so wie es meine Vorrednerinnen und Vorredner auch ausgeführt haben. Wir waren im Jahr 2013 – damals war ich noch nicht im Grossen Rat – mit dem Spitalversorgungsgesetz nicht zufrieden, so wie es hier beschlossen wurde, nämlich mit dem Verzicht auf die Steuerungsmöglichkeiten, die damals eigentlich in der Vorlage des Regierungsrats vorgesehen waren. Darum ist es nichts als konsequent, wenn wir das jetzt auch so lassen und nicht wieder daran rütteln und noch zusätzliche Abklärungen durchführen, wie es die Motion verlangt.

Trotzdem finden wir es sinnvoll, die Ziffer 1 als Postulat zu übernehmen und den CMI so auch weiterzuverfolgen. Die Ziffern 2 und 3 nehmen wir als Postulat mit gleichzeitiger Abschreibung an. Der Regierungsrat hat es auch in seiner Antwort deutlich gemacht. Man hat im Jahr 2013 bewusst auf diese Möglichkeiten verzichtet und gesagt, man wolle dem Wettbewerb freien Lauf lassen und den Spitälern die unternehmerische Verantwortung überlassen. Ich denke, dass kann man jetzt so einmal stehen lassen, auch wenn es eigentlich nicht unserer Meinung entspricht. Gleiches gilt bei einem ähnlichen Vorstoss, der im nächsten Traktandum folgen wird, bei dem ich mich dann ein bisschen kürzer fassen kann.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Wir haben es während dieser Session, ich glaube, gesamthaft zweimal mit Vorstössen zu tun, welche die potentiellen finanziellen Risiken, die aus dem neuen Spitalversorgungsgesetz entstehen, für den Kanton Bern quantifizieren möchten. Das gibt uns als EVP-Fraktion zu denken. Ich denke sogar, dass es uns hier im Saal generell zu denken geben sollte. Beim vorliegenden Vorstoss geht es ganz konkret um die Insel Gruppe AG, den im Vergleich zu den Vorjahren tiefen CMI, Investitionen und mögliche Rückzahlungen und eben auch um gemeinwirtschaftliche Leistungen. Ich beginne am Ende bei Ziffer 3. Diese ist aus unserer Sicht ein bisschen unglücklich formuliert. Das muss ich vielleicht vorweg nehmen. Eine doppelte Negation führt eigentlich dazu, dass man etwas ermöglichen müsste. Und das ist sicher nicht im Sinn der BDP, jedenfalls nicht im Motionstext. Zumindest wir als EVP-Fraktion sehen das nicht so. Wir möchten eigentlich nicht, dass noch gemeinwirtschaftliche Leistungen bezahlt werden, wenn schlecht gewirtschaftet wird. Sinn und Zweck der gemeinwirtschaftlichen Leistungen ist, dass man, wenn man als Kanton eine konkrete Leistung bestellt, diese dann zusätzlich abgelden muss. Darum unterstützen wir bei dieser Ziffer die Annahme und gleichzeitige Abschreibung, so wie es die Regierung vorschlägt.

Zu Ziffer 2 stellt die EVP-Fraktion generell fest, dass es eigentlich an ein grosses Geheimnis grenzt, woher die Spitäler im Kanton Bern – hier die Insel Gruppe AG – den Mut und vor allem das viele Geld nehmen, um so grossflächig zu investieren oder die nötigen Rückstellungen zu tätigen. Die Antwort des Regierungsrats ist natürlich richtig und doch erschreckend. Die Spitäler wirtschaften nach rein marktwirtschaftlichen Kriterien selbständig in einem Markt, der aus Sicht der EVP eben

gar keiner ist. Aber der Grosse Rat hat im Spitalversorgungsgesetz bewusst darauf verzichtet, eine Steuerung oder ein Monitoring der Spitalinvestitionen einzubauen. Bei den Rückstellungen hingegen sehen wir es ein bisschen anders als der Regierungsrat. Obwohl gerade gestern ein neuer Verhandlungserfolg zwischen der Insel Gruppe AG und der Tarifsuisse AG publik wurde, ist das Problem natürlich nicht gebannt. Auch in Zukunft werden sinkende Baserates die Regel sein und ab dem Jahr 2018 neue Verhandlungen anstehen. Trotzdem – viel unternehmen können wir auch hier nicht. Darum nehmen wir den Punkt an und schreiben ihn gleichzeitig ab, so wie es die Regierung vorschlägt.

Jetzt noch zu Ziffer 1, bei der ja vorgeschlagen ist, sie als Postulat anzunehmen. Aus der Antwort des Regierungsrats wird klar, welche Strategie Spitäler fahren, um einen Umsatz respektive einen Gewinnrückgang aus beispielsweise einem gesunkenen CMI aufzufangen. Mit einem Wort gesagt: Mengenausweitung. Das heisst, mehr Fälle behandeln und die Produktivität steigern. Und das ist aus Sicht der EVP das Problem, nämlich steigende Fallzahlen, bedingt durch ein System, welches falsche Anreiz setzt. Aber diese Frage steht jetzt nicht im Zentrum. Der Regierungsrat sagt ausdrücklich ja zu einem Postulat, welches die abgestufte Versorgung analysieren und kontrollieren, sowie die Entwicklung des CMI in der Inselgruppe AG vertieft analysieren soll. Zu dem Postulat können wir als EVP-Fraktion auch ja sagen. Es bleibt einfach ein gewisses Unbehagen. Die Motion wirft Fragen auf, die wir hier gar nicht abschliessend beantworten können.

Daniel Klauser, Berne (Les Verts). Ich kann es vorweg nehmen: Auch die grüne Fraktion wird in allen Punkten dem Antrag des Regierungsrats folgen. Wir diskutieren hier ein Thema auf einer Flughöhe, bei der man sagen muss, dass wir es anhand der uns zur Verfügung stehenden Informationen gar nicht wirklich beurteilen können. Mit dem neuen Gesetz hat man die Verantwortung dem Verwaltungsrat respektive den Spitälern übertragen. Aus unserer Sicht ist es richtig, dass diese nun die Verantwortung auch wahrnehmen sollen. Wenn nachher immer wieder der Grosse Rat kommt – beim nächsten Traktandum werden wir auch noch einmal einen solchen Fall haben – und versucht, in Details dreinzureden, kann es sein, dass der Verwaltungsrat dann findet, der Grosse Rat rede sowieso immer drein, also solle er auch die Verantwortung tragen. Aus unserer Sicht ist es richtig, dass der Verwaltungsrat die Verantwortung tragen soll im Rahmen des Gesetzes, wie es beschlossen wurde.

Bei Ziffer 1 bezüglich der Investitionen, geht es um sehr grosse Summen. Das Insel-Areal wird in den nächsten Jahren eine riesige Dauerbaustelle sein. Und es ist in der Tat so, dass dort sehr viele Unsicherheiten bestehen. Es handelt sich zum allergrössten Teil um regulatorische und gesetzgeberische Unsicherheiten, bei welchen der Verwaltungsrat Annahmen treffen muss. Er kann das, weil er tief genug in die Materie blicken kann. Das können wir hier nicht, denn wir verfügen nicht über die Informationen. Aus unserer Sicht ist es deshalb richtig, wie es auch die Regierung in ihrer Antwort darlegt, dass dies auf Ebene des Verwaltungsrats geschehen soll. Das heisst aber nicht, dass wir negieren würden, dass im Bereich der grossen Investitionen sehr hohe Risiken, auch finanzieller Art, existieren.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). Auf die Gefahr hin, nicht sehr kreativ zu sein, kann ich Ihnen auch seitens der FDP-Fraktion bestätigen, dass wir uns den Anträgen des Regierungsrats in allen Punkten anschliessen. Bei Punkt 1 begrüssen wir die Absicht des Regierungsrats, den Gründen für die Abnahme des Case-Mix-Index im engen Kontakt mit der Insel Gruppe AG vertieft nachzugehen. Darum scheint uns die Überweisung als Postulat absolut folgerichtig. Bei Punkt 2 möchten auch wir sehr unterstreichen, dass der Regierungsrat zu Recht darauf hinweist, die Verantwortung für diese Investitionen liege vollumfänglich beim Verwaltungsrat des Inselspitals. Zudem ist es für uns sehr wichtig, dass der Regierungsrat der Meinung ist, das Inselspital verfüge über die nötigen Führungsinstrumente, um diese Kompetenz und diese Verantwortung auch wahrnehmen zu können. Darum wird richtigerweise Überweisung und gleichzeitige Abschreibung von Punkt 2 beantragt. Bei Punkt 3 sind wir froh über die klare Haltung des Regierungsrats, der sagt, dass es nie in Frage käme, solche Kosten nachher via gemeinwirtschaftliche Leistungen durch den Kanton abgelten lassen zu müssen. Ich komme zum Schluss. Bitte behandeln Sie den Vorstoss so, wie es der Regierungsrat beantragt.

La présidente. Jetzt haben wir gerade das gesamte Programm umgestellt. Elisabeth Zäch, du musst jetzt wirklich bleiben. Wir werden die Verabschiedung gleich machen. Wir werden das Geschäft aber noch beenden und organisieren, dass du pünktlich nach Burgdorf kommst. Aber es

kann nicht sein, dass du nach 16 Jahren einfach hier rausrennst und wir dir nicht einmal Adieu sagen. – Entschuldigen Sie, dass ich hier mitten in der Debatte reagiere, aber das geht nicht! (*Applaudissements*) Ich möchte aber wahnsinnig gerne das Geschäft beenden. Wann musst du in Burgdorf sein? – Denn ich befinde mich im Clinch, aber wir sind flexibel und beginnen jetzt einfach. Und nachher kannst du davon springen. Wir machen jetzt also einen Unterbruch in der Beratung dieses Geschäfts. Monsieur le directeur, est-ce que ça vous convient, si on commence avec les – ich weiss bei der ganzen Spontaneität nicht einmal, wie «Verabschiedung» auf Französisch heisst (*Quelqu'un crie dans la salle «les adieux»*) – les adieux? – Wir beginnen einfach (*Hilarité*). Les Adieux? Nein, das heisst nicht les adieux. – Also, diese Übersetzungen, die ich hier erhalte!

Hommage à des membres du Grand Conseil démissionnaires

La présidente. Wir stellen also das Programm um. Es geht jetzt nicht mehr um das Traktandum 65, sondern um die Verabschiedungen. Seit heute Mittag sind wir unglaublich viel schneller unterwegs. Und es sieht so aus, als könnten wir heute knapp fertig werden. Vielleicht reicht es, vielleicht auch nicht. Aber wir haben gemerkt, dass es einfach nicht geht, wenn wir am Ende nur noch die Verabschiedungen zu machen hätten, diese dann nicht zu machen und uns nach 16 Jahren nicht zu verabschieden. Darum kommen wir jetzt zu den Verabschiedungen. Es gibt vier Grossratsmitglieder, die heute oder vielleicht morgen zum letzten Mal hier sein werden. Wir verabschieden uns von zwei Kolleginnen und zwei Kollegen. Sie sind zusammengerechnet insgesamt 45 Jahre im Grossen Rat, das sind 225 Sessionen, die sie besucht haben. Betrachtet man die einzelnen Zahlen, merkt man natürlich, dass nicht alle gleich lang im Grossen Rat waren. Zwei Personen verabschieden wir nach 16 Jahren, eine nach sieben und eine nach sechs Jahren im Gossen Rat. Und normalerweise ist die Reihenfolge so, dass man schaut, auf welchen Termin die Verabschiedung stattfindet, wobei das Datum des Eingangs des Rücktritts ausschlaggebend ist. Ich gehe jetzt hier in einer völlig anderen Reihenfolge vor und starte mit der Verabschiedung von Elisabeth Zäch.

Hommage à Elisabeth Zäch, Berthoud (PS)

La présidente. Ich beginne mit dem Schreiben, das du uns Ende August geschickt hast: «Sehr geehrte Frau Grossratspräsidentin, Liebe Kolleginnen und Kollegen. Nach Beendigung meiner Arbeit als Stadtpräsidentin von Burgdorf ist dies der nächste logische Schritt: Ich möchte nun auch mein Mandat als Grossrätin per Ende September ab- und an meinen Nachfolger in Burgdorf weitergeben. Die Zeit der aktiven Politik ist für mich abgeschlossen. Und damit eröffnen sich neue Perspektiven, neue Aufgaben, worauf ich mich sehr freue. Aber natürlich fällt dieser Schritt nicht nur leicht. Denn es verbinden mich viele schöne und bereichernde Erfahrungen und Erinnerungen an die gut sieben Jahre, in welchen ich mit euch unterwegs sein durfte. Was wird mir davon bleiben? Ganz bestimmt der erste Morgen, als ich zum ersten Mal hier in diesen Saal trat und in die Runde schaute. Ich wusste es selbstverständlich, aber bewusst wurde es mir erst so richtig in diesem Moment: Da seid ihr jetzt alle, Frauen und Männer aus dem ganzen Kanton, angereist aus Stadt und Land, aus abgelegenen Dörfern wie auch aus pulsierenden Zentren, Menschen mit ganz unterschiedlichen Hintergründen, mit ganz verschiedenen Kompetenzen, aber mit dem gemeinsamen Willen, hier in diesem Saal ums Beste für unsern Kanton und seine Bevölkerung zu ringen. Dieser erste und für mich überwältigende Eindruck blieb fest in mir haften. Und gerade dann, wenn unsere Seite wieder einmal einen ganzen langen Tag nur scheiterte, immer dann holte ich ihn hervor. Es geht uns allen ums Beste für den Kanton, denn darum leisten wir diesen zeitaufwändigen, aber wenig glamourösen und wenig einträglichen Job. Und dass man unter dem Besten nicht immer das gleiche versteht, gehört schlicht zur Demokratie. Dies tröstete mich jeweils über die vielen Niederlagen hinweg, welche wir einstecken mussten.

Eine zweite starke Erinnerung bleibt die Art und Weise, wie wir über alle Parteien hinweg, miteinander umgehen. Unser Umgang ist von Respekt geprägt. Ein Symbol dafür ist jeweils die Begrüssungsrunde vor Beginn der Kommissionssitzungen. Wir reichen uns die Hand. Dieses Zeichen ist nicht zu unterschätzen; es hat mir immer gefallen. Und es prägt die Diskussionskultur in der anstehenden Sitzung mit, letztlich auch die Stimmung hier im Saal. Unsere Debatten sind kaum gehässig. Dadurch sind sie vielleicht etwas weniger spektakulär als anderswo, aber dafür pflegen wir politische Kultur. Und dies wird von den Menschen erwartet. Sie wollen keine Kraftmeiereien, sie wollen Lösungen. Als besonders befriedigend werde ich die Arbeit in der Bildungskommission in Erinnerung behalten. Ich schätzte unsere intensiven Diskussionen, fernab jeglicher Tribünen. Wir hatten heikle Themen auf dem Tisch, haben sie aber lösungsorientiert behandelt. So macht Politik Freude.

Ich bedanke mich bei euch, liebe Mitglieder der Kommission für euer Engagement, bedanke mich auch bei der umsichtigen geschäftsleitenden Sekretärin Sibylle Ben Rhouma und bei den Mitarbeitenden der Erziehungsdirektion. Ihre sorgfältigen Unterlagen haben uns fundierte Diskussionen ermöglicht. Ja, und schliesslich gab es für mich hier in diesem Saal auch dramatische Momente. Die vorgesehene kompensationslose «Abzügle» des Techs aus Burgdorf war unglaublich belastend und hat mich Tag und Nacht beschäftigt. Aber rasch war ich nicht mehr allein. Das Vorhaben hat eine breit abgestützte Solidarität ausgelöst, welche sich auch hier drinnen manifestierte. Dank diesem entschlossenen «So nicht!» konnten wir nach unzähligen intensiven Sitzungen, bei welchen alle alles gaben, einen ansprechenden Kompromiss erringen, den wir in dieser Session mit einer abschliessenden Motion definitiv bekräftigten. Das war ein Lehrstück von Demokratie. Dafür danke ich euch, aber auch dem dafür zuständigen Regierungsrat Bernhard Pulver, nochmals von ganzem Herzen. Aus diesem Grund ist es für mich jetzt auch so befriedigend, mein Mandat weiterzugeben. Ein grosses und anfangs für mich so belastendes Geschäft ist zum guten Ende geführt. Es entstand ein Kompromiss, welcher der Bildung im ganzen Kanton Bern einen enormen Schub verleihen kann.

Für euch allerdings stehen nächste Herausforderungen bevor. Nach dem letzten Sparpaket folgt das nächste, und wieder trifft es jene Bereiche, welche mir wenig sinnvoll erscheinen. Es wird nicht echt gespart, sondern die Kosten werden umverlagert. Wir hangeln von Sparübung zu Sparübung, statt dass wir endlich über eine fundierte Entwicklungsstrategie für unsern Kanton verfügen, wie es u.a. die SAK mit einer Planungserklärung zu den Regierungsrichtlinien anregte. Wo legen wir Schwerpunkte, wo verzichten wir? Welche Entwicklungsideen haben wir für die Zentren, welche für die Regionen? So oder so werde ich eure Novembersession mit Spannung verfolgen und lege euch ans Herz: «Hebed Sorg mit de Sparerei!»

Ich möchte diese Zeilen mit einem herzlichen Dank abschliessen. Er geht an den Regierungsrat für seine immense Arbeit in einem herausfordernden Umfeld. Er geht an die Parlamentsdienste für ihre kompetente und stets zuvorkommende Unterstützung. Mein Dank gilt auch der Verwaltung für ihre Dienste zu Gunsten des Kantons. Und schliesslich bedanke ich mich für die schöne Zeit mit euch. Ihr habt mich bereichert. In wie viele Lebenswelten bekam ich Einblick, welche mir sonst unbekannt geblieben wären! Wie viel Aufmunterung und Unterstützung habe ich von euch erfahren, welche ich so nie erwartet hätte! Und wie oft haben wir an diesem Wirtshaustisch, an jener Cüpli-Bar einander aufs Korn genommen, miteinander gelacht und ab und zu auch die Welt neu erfunden. Ich werde dies alles nicht vergessen; es war wunderbar. Euch allen wünsche ich viele gute Ideen für unseren Kanton, auf dass es mit ihm kontinuierlich «obsi» gehe. Und im Leben ausserhalb des Rathauses sollt ihr viel Glück und Befriedigung finden, beruflich und privat. Lasst es euch gut gehen und bleibt engagiert! Herzlich, Eure Elisabeth Zäch».

Liebe Elisabeth, ich denke, dieser Brief hat es eindrücklich gezeigt: So hast du jeweils auch deine Voten gehalten, und du hast dich dabei wie eine Radiosprecherin angehört, überlegt, gut formuliert und mit ganz viel Inhalt. Und die Verbindung zwischen Exekutive und Legislative, hast du immer wieder eingebracht. Du hast uns manchmal auch wieder darauf aufmerksam gemacht, welches unsere Rolle ist und welche diejenige der Regierung. Deine lange Erfahrung, deine ruhige Art, das alles wird uns fehlen. Und ich bin froh, haben wir dich nicht vorhin einfach davonspringen lassen, sondern können jetzt mit dir noch diesen Abschluss geniessen. Vielleicht werden wir uns ja morgen noch einmal sehen, je nachdem, wie lange wir noch haben werden. Was aber klar ist: Wir kommen gerne einmal zu dir nach Burgdorf – nicht um ein Cüpli zu trinken, sondern, um mit dir über Bücher zu sprechen. Vielen Dank für deine grosse Arbeit und alles erdenklich Gute auf deinem weiteren Weg. Danke Elisabeth! (*Applaudissements*) – Eben, das wäre doch nicht recht gewesen: Sich das erste Mal beim Hereinkommen solche Gedanken zu machen und am Schluss dann so herauszurennen!

Hommage à Daphné Rüfenacht, Biel/Bienne (Les Verts)

La présidente. Ich fahre fort mit den Verabschiedungen und komme zur Verabschiedung von Daphné Rüfenacht. Wir haben dein Rücktrittschreiben erst am 10. September erhalten, und ich lese auch dieses vor: «Sehr geehrte Frau Grossratspräsidentin, liebe Ursula. Gestützt auf Artikel 58 des Gesetzes über die politischen Rechte lasse ich Ihnen hiermit zuhanden des Regierungsrates mein Rücktrittschreiben aus dem Grossrat zukommen. Ich trete per Ende September 2017 aus dem Grossen Rat und entsprechend aus der BaK zurück. Ende Mai ist unser Sohn geboren. Seine chronische Niereninsuffizienz bedingt eine aufwendige Pflege. Ich will für ihn die nötige Zeit aufbringen. Nebst meiner beruflichen Tätigkeit ist daher ein Engagement im Grossen Rat aus zeitlichen Grün-

den für mich nicht mehr möglich. Ich danke allen Grossratspräsidentinnen und -präsidenten der letzten 6 Jahre für die gute Führung der Sessionen. Ebenfalls danke ich allen Grossratskolleginnen und -kollegen und den Regierungsräten für ihr Engagement für den Kanton und die gute Zusammenarbeit. Weiter danke ich den Verwaltungsmitarbeitenden für die stets unkomplizierte und hilfreiche Unterstützung. Ich wünsche dem Kanton Bern gutes Gedeihen und dass jede Bewohnerin und jeder Bewohner auch in Zukunft ein würdiges Leben führen kann. Liebe Grüsse, Daphné Rüfenacht».

Liebe Daphné, ich bedaure, dass du so schnell wieder aus dem Grossen Rat zurücktrittst, verstehe es angesichts der gesundheitlichen Situation eures Kindes aber auch und wünsche ihm und dir natürlich alles Gute. Eine Niereninsuffizienz bedeutet auch, dass man eine Niere bräuchte, die eingepflanzt werden kann und somit helfen kann. Das wird für euch in der nächsten Zeit eine grosse medizinische Herausforderung sein. Dafür wünsche ich euch alles Gute. Und ich bedanke mich für deine Art. Du standst, vor allem bei raumplanerischen Themen, jeweils so ruhig, überlegt und klar hier vorne und wir haben deine Voten und deine grosse Übersicht immer sehr geschätzt. Ich wünsche dir alles erdenklich Gute auf deinem und eurem weiteren Lebensweg. Vielen Dank, Daphné! (*Applaudissements*)

Hommage à Francis Daetwyler, Saint-Imier (PS)

La présidente. Je change la langue, parce que c'est Francis Daetwyler qui a donné sa démission. «Madame la présidente, chère Ursula. Lors des élections cantonales de 2014, j'avais annoncé que je quitterais le Grand Conseil en cours de législature. Il y a donc maintenant une certaine urgence à joindre le geste à la parole. Aussi j'annonce maintenant ma démission pour le 31 octobre 2017. Lors de cette dernière législature, j'ai beaucoup apprécié le travail au sein de la Commission de gestion. La présidence de Peter Siegenthaler y a largement contribué. Sa manière calme et sereine de présider la commission, son recul et son esprit pince-sans-rire ont permis à la commission de travailler dans un esprit de consensus, consensus qui n'a rien de mou, et qui a au contraire permis d'aborder dans les meilleures conditions les sujets qui fâchent. Les activités humaines, et le Grand Conseil ne fait pas exception, n'ont pas que des côtés lumineux, j'ai en revanche moins apprécié les débats à répétition sur les mesures d'économie, voire de démantèlement, tel que celui que mon successeur vivra en 2017. Pas seulement dans le canton de Berne, trop de gens, parmi ceux qui bénéficient du système, ne veulent pas voir que notre société produit à tour de bras des exclus, des laissés-pour-compte. Trop souvent on ne veut pas lutter contre la pauvreté, mais contre les pauvres. Une société qui fonctionne et à laquelle le plus grand nombre peut s'identifier doit pouvoir compter sur un État fort, à même de corriger les inégalités et d'assurer un service public digne de ce nom. Je souhaite donc qu'à l'avenir ce soient ces quelques principes qui serviront de fil conducteur à la politique cantonale. Veuillez agréer mes cordiales salutations, Francis.»

Merci Francis pour ton travail, j'ai bien apprécié aussi de travailler avec toi dans la Commission de gestion; le travail avec toi était toujours très agréable et très enrichissant. Je te souhaite le meilleur pour ton avenir et te remercie beaucoup pour ton engagement. Vielen Dank für dein grosses Engagement, für das, was du alles getan hast und auch für deine Leichtigkeit, zwischen dem Deutschen und dem Französischen hin und her zu springen, wenn man einmal ein Wort nicht gefunden hat. Alles Gute für deine Zukunft. Vielen Dank, Francis! (*Applaudissements*)

Wir gehen jetzt in die Pause, und die Verabschiedung von Christian Hadorn findet gleich anschliessend an die Pause statt. Aber ich sage Ihnen noch eines: Ich könnte ja etwa eine halbe Stunde über ihn und was er so gemacht hat reden. Und etwas werden wir in den nächsten 30 Minuten noch geniessen können. Er hat nämlich einmal – soweit ich weiss über längere Zeit und ziemlich erfolgreich – im Bellevue in Bern serviert. Das mit den Schuhen hat zwar nicht ganz gestimmt, der Service dafür schon. Lassen Sie sich doch in der halben Stunde, die wir nun Pause haben, vielleicht einmal bedienen. Um 17.00 Uhr sehe ich Sie gerne wieder hier im Saal.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 32.

Les rédactrices:

Andrea Trachsel (d)

Catherine Graf Lutz (f)

